



Mise en œuvre du dispositif d'expérimentation prévu par la loi relative à l'énergie et au climat

Date de la contribution : 28/02/2020

Question 1 : Avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?

Le raccordement aux réseaux de gaz naturel et l'injection d'hydrogène pur produit par les projets d' H2V product et de ses filiales ne sont pas encore bien encadrés.

L'article 49 de la loi « Energie-Climat » dispose un droit d'accès aux réseaux en particulier pour l'hydrogène bas carbone.

Néanmoins, l'injection d'hydrogène dans les réseaux de gaz naturel présente un caractère novateur. Cette situation engendre un manque de visibilité et de prévisibilité, voire des vides juridiques.

En outre, la documentation technique de GRT GAZ dans sa version d'avril 2018 ne prévoit pas les conditions d'injection de l'hydrogène pur dans les réseaux gaz jusqu'à un maximum de 6%. Elle ne permet pas non plus l'entrée en liste d'attente des projets d'injection d'hydrogène.

Enfin, de nouvelles mesures d'encadrement par ordonnance de l'injection et du raccordement en matière d'hydrogène sont à prévoir dans l'année 2020. Dans l'attente, des vides juridiques, et donc de possibles freins juridiques, demeurent.

De plus, il est possible qu'au travers de ces mesures de nouveaux obstacles juridiques apparaissent.

En conclusion, l'état actuel du droit conduit à des risques d'obstacles juridiques au raccordement et à l'injection en matière d'hydrogène. Un manque de visibilité sur les normes législatives et réglementaires qui seront prochainement adoptées est également susceptible de générer de tels obstacles.

Ainsi concernant les critères d'éligibilité, l'un d'entre eux impose qu'un obstacle réglementaire ou législatif soit clairement identifié.

Selon nous, il serait intéressant d'envisager dans le cadre de ce critère l'hypothèse d'un vide juridique ou d'une règle de droit imprécise.

Question 2 : Avez-vous des observations sur la procédure envisagée par la CRE ?

Selon la procédure décrite, il n'est pas envisagé concrètement de mise à jour des conditions de l'expérimentation au stade de sa mise en œuvre. Nous pensons par exemple qu'il serait intéressant d'envisager le cas de l'intervention d'une nouvelle législation ou réglementation en cours de procédure ou de mise en œuvre de la dérogation.

Question 3 : Avez-vous des observations sur le contenu du dossier de candidature envisagé par la CRE ?

Le manque de clarté de l'état du droit ou le vide juridique sur l'injection de l'hydrogène dans les réseaux de gaz est susceptible de générer des obstacles juridiques.

Il nous semble donc intéressant d'ajouter dans le contenu des dossiers la possibilité de présenter une démonstration plus prospective permettant d'anticiper la survenance de tels obstacles, sans être en mesure de les identifier précisément.

Ce contenu vient remplacer les dispositions législatives ou réglementaires auxquelles le demandeur appelle à déroger car elle ne pourrait être identifiées.

Question 4 : Avez-vous des observations sur le suivi des expérimentations envisagé par la CRE ?



S'agissant de l'attribution de la dérogation et du suivi des projets, nous suggérons la possibilité d'une mise à jour du cadre de l'expérimentation voire le passage à une exploitation industrielle hors dérogation, en cas d'évolution de la législation ou de la réglementation.

Question 5 : Voyez-vous d'autres modalités de mise en œuvre qu'il serait nécessaire de préciser ?

La CRE propose de faire figurer des exemples de situations ou de demandes qui ne peuvent pas bénéficier du dispositif.

Il pourrait être intéressant que la CRE fasse figurer également des cas types de situations ou de demandes fictives pour lesquelles, à l'inverse, le dispositif pourrait trouver à s'appliquer.